



SESTA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2022

20 È 21 DI DICEMBRE DI U 2022

6 ÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2022

20 ET 21 DECEMBRE 2022

N° 2022/E6/79

**Question orale déposée par M. Don-Joseph LUCCIONI
Au nom du groupe « Fà Populu Inseme »**

OBJET : SITUATION POLITIQUE.

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Ces dernières semaines, et plus intensément encore ces derniers jours, un certain nombre d'événements participent d'un climat général délétère en Corse qui préoccupe notre peuple au plus haut point.

Il y a une quinzaine de jours, plusieurs incendies criminels visaient des établissements commerciaux à Corti et Aiacciu. Si nous ne disposons d'aucune information, à ce stade, sur les auteurs et les raisons de ces actes criminels, ceux-ci s'inscrivent dans une longue série de tentatives ou d'actes similaires. La semaine dernière, des engins appartenant à l'entreprise gérée par le Maire d'Appietu ont également été incendiés. Tous ces faits sont inquiétants. Ils contreviennent à notre aspiration, largement partagée par notre peuple, à bâtir une société corse émancipée, apaisée, solidaire, fondée sur les valeurs de démocratie, de respect, de travail et de liberté.

Ils interviennent dans un contexte politique troublé par la répression à l'encontre du mouvement national et de la jeunesse corse. En effet, ces derniers jours, deux vagues d'interpellations ont touché des responsables et militants nationalistes en divers points de l'île. Placés en garde-à-vue, et transférés à Paris pour certains, deux d'entre eux ont été incarcérés, tandis que d'autres qui ont été relâchés sont actuellement mis en examen. Par ailleurs, près d'une dizaine de jeunes corses ont été interpellés la semaine dernière, placés en garde-à-vue dans les locaux de la gendarmerie d'Aiacciu puis relâchés. Tous ces événements intervenant à quelques jours des fêtes de Noël et de fin d'année.

Dans ce contexte général particulièrement inquiétant, nous avons, notamment par le biais du mouvement Femu a Corsica, pris position publiquement à plusieurs reprises pour apporter d'une part notre soutien aux personnes victimes des mises à feu criminelles et réitérer notre aspiration à la paix et à la liberté, pour exprimer d'autre part notre refus d'une logique répressive et de méthodes incompatibles avec la nécessité de consolider la paix. Nous l'avons fait également pour rappeler que la place de la jeunesse corse n'est pas dans les prisons.

Il faudrait être aveugle, ou inconscient, pour ne pas comprendre que cette situation porte en elle un risque important de dégradation politique et conduit à une spirale d'affrontement que la Corse ne connaît que trop et dont elle ne veut plus.

Il y a urgence à désamorcer une situation de tension sans attendre un nouvel incident ou un nouveau dérapage. Le gouvernement et l'État en ont tous les moyens. Reste à savoir s'ils en ont la volonté.

Ce climat s'inscrit dans un contexte déjà anxiogène au plan géopolitique international et au niveau social en Corse. Dans une île considérée comme la « région la plus pauvre de France métropolitaine », l'inflation des prix en général et de l'énergie en particulier pèsent fortement sur les entreprises corses, le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie quotidienne de notre peuple.

L'ouverture du processus de négociation entre la Corse et Paris en mars dernier, démarche présentée par le Gouvernement lui-même comme « à vocation historique », a suscité dans la société corse des attentes fortes mais aussi beaucoup d'espoir, du fait des perspectives qu'il offrait, que ce soit au niveau de l'évolution institutionnelle ou des avancées concrètes pour le quotidien des Corses. Depuis 2015, les Corses ont en effet exprimé massivement de façon démocratique cette aspiration.

Si le processus est actuellement suspendu, de notre côté, l'heure reste plus que jamais à la construction et à la mise en œuvre d'une solution politique globale à la question nationale corse, dans tous ses aspects (politique, institutionnel, linguistique et culturel mais aussi économique et social). Celle-ci serait de nature à enraciner une paix durable dans ce pays.

Nous le redisons : nous sommes un peuple, nous avons vocation à construire ce pays et à bâtir une société corse apaisée et émancipée dans un cadre permettant de pérenniser notre peuple sur sa terre. C'est le sens du mandat que nous a conféré notre peuple.

Monsieur le Président du Conseil exécutif, à l'aune de ces éléments, pourriez-vous livrer à notre Assemblée, et à travers elle, aux Corses, votre lecture et votre analyse de la situation que vit actuellement notre île ?